



HAL
open science

Communs

Arnaud Buchs

► **To cite this version:**

Arnaud Buchs. Communs. Développement durable et territoires, 2022, 13 (3), pp.1-8. 10.4000/developpementdurable.21781 . halshs-04086317

HAL Id: halshs-04086317

<https://shs.hal.science/halshs-04086317v1>

Submitted on 2 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 13, n°3 | Décembre 2022

Numéro anniversaire : 20 ans à la croisée de la durabilité et des territoires

Communs

Commons

Arnaud Buchs



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/21781>

DOI : [10.4000/developpementdurable.21781](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.21781)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Arnaud Buchs, « Communs », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 13, n°3 | Décembre 2022, mis en ligne le 16 décembre 2022, consulté le 30 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/21781> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.21781>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Communs

Commons

Arnaud Buchs

- ¹ La problématique des communs est largement traitée dans la revue *Développement durable & territoires*. À ce titre, elle reflète l'importance grandissante de cette problématique dans le champ académique (au regard du nombre croissant de publications), mais aussi dans la vie quotidienne. Dans notre vécu, localement, il suffit pour s'en convaincre de lister les initiatives citoyennes qui s'en réclament ainsi que les multiples municipalités et territoires qui convoquent les communs. On retrouve cet engouement au niveau national dans les programmes de plusieurs groupes politiques, et au niveau des organisations internationales où les communs participent, par exemple, à renouveler l'approche de l'aide internationale.
- ² Dans *DD&T*, au total, ce sont plus de 40 articles qui traitent de cette problématique au sens large (communs, biens communs, ressources communes, gestion communautaire, etc.), soit près de 10 % du total des articles parus en 20 ans ! Elle a notamment donné lieu à deux dossiers thématiques (15 articles à eux deux) : le premier paru dès 2008 et intitulé « Biens communs et propriété » (coordonné par Bruno Boidin, David Hiez et Sandrine Rousseau) ; le second, paru en 2019 et intitulé « Communs (im)matériels. Conjuguer les dimensions matérielles et immatérielles des communs » (coordonné par Arnaud Buchs, Catherine Baron, Géraldine Froger et Adrien Peneranda). Cette importante collection d'articles témoigne d'une diversité disciplinaire et interdisciplinaire, thématique, théorique et empirique, illustrant ainsi la richesse de la revue. Je synthétise ci-dessous cette grande diversité des contributions en quatre axes¹.

1. Le commun, une problématique pluri, voire interdisciplinaire, pour aborder des objets divers

- ³ À la suite des travaux d'Elinor Ostrom (Nobel 2009 d'économie), il est courant de définir un commun comme relevant de trois composantes. Premièrement, un commun relève

d'un système de ressources partagées (*common pool resource*). Fréquemment appréhendés par la typologie des biens (privés, publics, communs, de club), il s'agit de biens/ressources qui sont rivaux (difficulté d'une consommation simultanée) et difficilement exclusifs (difficulté d'exclure des bénéficiaires potentiels). Pour être exact, la typologie des biens permet non pas d'identifier des communs en tant que tels, mais des « candidats » à devenir des communs (Coriat, 2015). De ces systèmes de ressources sont tirés des « flux d'unités de ressources » (*flow of resource units*) ; par exemple les poissons pêchés dans un lac.

- 4 Deuxièmement, les communs impliquent un « régime de propriété commune » qui renvoie notamment à la catégorie de chose commune ou *res communis* (Azam, 2008 ; Boidin *et al.*, 2008 ; Girard, 2019). Ce faisant, les travaux sur les communs ont contribué à rappeler que la propriété ne se limite absolument pas à la propriété privée et exclusive (ni à la propriété publique non exclusive). Comme le souligne Allaire (2019), « *selon Ostrom, une distinction fondamentale doit être faite entre le système de ressources (le lac comme écosystème et comme système socioéconomique) et le flux d'unités de ressources procurées (les poissons que l'on peut prélever dans le lac, sous certaines conditions). Il est fréquent que les systèmes de ressources soient sous le régime de la propriété commune, tandis que les unités de ressource sont appropriées privativement* ». Ces travaux s'appuient notamment sur l'approche en termes de « faisceaux de droits » (Raimbert et Raton, 2021 ; Rivaud et Prévost, 2018), qui partitionne le droit de propriété en composantes pouvant être détenues de manière cumulative par les utilisateurs des ressources. Ces droits leur confèrent des positions différentes : de celle du participant ne disposant que du droit d'accéder à la ressource à celle du propriétaire exclusif détenteur du droit d'aliénation.
- 5 Troisièmement, un commun nécessite une « structure de gouvernance » (*common pool resources institutions*). Cette structure de gouvernance concertée permet de délimiter le périmètre du groupe d'ayants droit, la manière dont ils s'organisent, les règles d'accès, de prélèvement, de partage, ainsi que les mécanismes de sanction en cas de défection (Nahrath et Gerber, 2014).
- 6 Dès lors, que les recherches soient explicitement ou non ancrées dans cette approche des communs, apparaît l'intérêt de cette problématique pour des travaux issus de disciplines variées afin de saisir des objets divers (ressources naturelles, biodiversité, santé, coopératives, quartiers, paysage, etc.) : économie (Ballet, 2008 ; Renou et Charmettant, 2019) ; droit (Girard, 2019 ; Moine-Dupuis, 2008) ; sociologie et anthropologie (Barbier *et al.*, 2019 ; Roux et Nous, 2021) ; gestion (Bagdassarian *et al.*, 2019) ; aménagement et urbanisme (Auclair et Garcia, 2019 ; Faburel, 2015) ; géographie (Létang, 2017 ; Raimbert et Raton, 2021) ; science politique (Compagnon, 2008 ; Dupuits et Pflieger, 2017). Au-delà de la pluridisciplinarité, un grand nombre d'articles relèvent d'approches interdisciplinaires : entre sociologie et économie (d'Alessandro et Linck, 2017), entre sociologie et biologie (Mbaye *et al.*, 2018), entre économie, aménagement et gestion (Buchs *et al.*, 2019), entre géographie et sciences de l'eau (Le Visage et Kuper, 2019), entre géographie, sciences sociales et politiques, gestion et zootechnie (Gisclard *et al.*, 2021), etc.

2. Le commun à l'échelle des territoires

- 7 Le traitement de la problématique des communs au sein de la revue *DD&T* révèle également la diversité des territoires considérés – urbains ou ruraux –, et des échelles prises en compte – du local à l'international.
- 8 Ces articles concernent des territoires situés en France et à l'étranger. En France, citons par exemple Faburel (2015) à propos d'écoquartiers, Buclet et Cerceau (2019) à propos du système agricole d'Aussois (Savoie), Bagdassarian, Peneranda et Baron (2019) qui abordent les pâturages d'altitude dans les Pyrénées occidentales. À l'étranger, les recherches relatives aux communs s'ancrent par exemple dans les territoires urbains à Porto-Novo au Bénin (Auclair et Garcia, 2019), dans les territoires ruraux en Turquie (Visage et Kuper, 2019), à Ferlo dans le Sahel sénégalais (Wane *et al.*, 2006), dans les zones côtières au Nouveau-Brunswick (Canada) (Noblet *et al.*, 2016), dans la vallée du Johar du moyen Himalaya indien (Létang, 2017), dans les Terres hautes du Chiapas au Mexique (d'Alessandro et Linck, 2017), en Kabylie (Perret et Abrika, 2016), etc.
- 9 La problématique des communs est également abordée à plusieurs échelles. À l'échelle nationale, en France par exemple, Sgard (2010) aborde l'enjeu du paysage comme bien commun, Barbier, Barraqué et Tindon (2019) traitent quant à eux de l'eau comme bien commun. L'échelle internationale a été prise en compte dans plusieurs articles qui composent le dossier thématique paru en 2008 : « Biens communs et propriété » (Boidin *et al.*, 2008). Citons par exemple l'article de Compagnon (2008) à propos de la biodiversité et celui de Moine-Dupuis (2008) sur la santé. Par ailleurs, Makkaoui et Dubois (2010) abordent l'enjeu du renouvellement de la gouvernance de l'eau et de la coopération décentralisée dans les pays en développement. Enfin, l'interconnexion des échelles du commun peut être illustrée par l'article de Dupuits et Pflieger (2017), qui traite des réseaux transnationaux communautaires liés à la gestion de l'eau et des forêts, ou encore par l'article de Berriet-Sollicet *et al.* (2020), qui articule les différentes échelles de gestion : national-public, commun et individuel-privé.

3. Le commun n'est pas, mais devient : le commun comme pratique

- 10 Au-delà du commun en tant qu'a priori, de nombreux articles parus dans la revue *DD&T* révèlent que le commun est avant tout le fruit d'un processus de mise en commun (le *commoning*), insistant ainsi sur l'idée que le commun n'est pas, mais devient par l'action collective.
- 11 Plusieurs articles illustrent cette idée : Ranocchiaro et Mager (2019) s'appuient sur les initiatives autonomes de citoyens s'impliquant dans la gestion et la production de l'urbain à Naples et à Bologne, et montrent comment le processus de mise en commun de l'urbain relève de « *pratiques de gestion partagée émancipatrices et intégratives* » ; Renou et Charmettant (2019) abordent ce processus par l'idée de « *transformation coopérative* » pour traiter des Scop. Ces articles montrent que le commun est plus un principe politique qui oriente l'action qu'un objet en soi. C'est également ce que montre Allaire (2019) dans son article à visée plus théorique.
- 12 D'une manière générale, cette idée conduit à étendre la problématique des communs (explicitement mentionnée) à celle des communautés de pratiques. À ce titre, l'article

d'Héritier-Salama (2019) montre comment une communauté de pratiques liées à l'eau d'irrigation contribue à coconstruire dans le temps un terroir irrigué et un groupe social dans le Haouz (Maroc). Sous cet angle, la problématique des communs fait écho à des articles qui traitent plus spécifiquement de l'action collective. Par exemple, celui de Chervier *et al.* (2016) relatif aux paiements pour services écosystémiques au Cambodge donne un certain nombre de clés théoriques pour lier (communauté de) pratiques, action collective et mise en commun.

4. Le commun comme levier de durabilité

- 13 En écho à une tribune intitulée « Les communs fonciers peuvent servir de modèle pour relever les défis écologiques » parue dans le journal *Le Monde* le 28 août 2021 et dont je suis cosignataire (Collectif 2021), je souhaite insister (et conclure) sur l'importance des communs comme levier de durabilité, à la fois écologique et sociale.
- 14 Loin de moi l'idée qu'une gestion en commun constituerait la martingale pour une gestion durable des écosystèmes et des patrimoines matériels et immatériels, malgré les milliers d'exemples qui illustrent la capacité d'une gestion en commun à offrir des solutions durables (voir par exemple la bibliothèque en ligne des communs : Digital Library of the Commons).
- 15 Il ne s'agit donc pas d'opposer la gestion en commun à d'autres modes de gestion, mais plutôt d'insister sur sa pertinence. Cependant, il convient de rappeler que les communs sont toujours en tension : d'une part, du fait d'aspirations privatives conduisant à un accaparement des ressources (Wane *et al.*, 2006) ; d'autre part, par leur remise en question par l'autorité publique, souvent motivée par une volonté d'harmonisation (Ranocchiari et Mager, 2019).
- 16 De nombreux articles parus dans *DD&T* illustrent la façon dont la gestion en commun a permis de préserver des ressources et d'assurer une cohésion sociale au cours du temps : c'est le cas notamment des pâturages en France (Bagdassarian *et al.*, 2019) et en Grèce (Koutsou *et al.*, 2019), dont la pérennité est aujourd'hui menacée par des tensions internes aux communautés de pratiques et externes, liées à l'évolution réglementaire.
- 17 Apparaît alors le lien fort entre communs et patrimoine², qui tous deux permettent de lier action collective, territoire et durabilité : « *La notion de patrimoine collectif est en effet indissociable d'un questionnement sur les territoires, et par voie de conséquence sur les communautés humaines qui fondent leur identité sur le rapport qu'elles entretiennent avec les territoires* » (Nieddu *et al.*, 2009). En effet, ces deux notions placent la double dimension relationnelle (entre les acteurs et entre les acteurs et les objets concernés) au cœur du processus de durabilité (Flahault, 2008) : l'implication des communautés de pratiques pour préserver des ressources (matérielles et immatérielles) implique nécessairement une cohésion sociale dynamique (Linck, 2012).
- 18 Cependant, les communs (tout comme le patrimoine d'ailleurs) ne doivent pas être limités à l'idée de tradition. Ils participent d'un dynamisme citoyen qui contribue au renouvellement des modes de gestion des ressources (matérielles et immatérielles) et des territoires (Barbier *et al.*, 2019 ; Girard, 2019 ; Ranocchiari et Mager, 2019). Pour rappel, les communs, qu'ils soient « nouveaux » ou « anciens », relèvent en premier lieu d'un principe politique qui oriente l'action pour construire des trajectoires soutenables.

BIBLIOGRAPHIE

- Allaire G., 2019, « L'ambivalence des communs », *Développement durable & territoires*, vol. 10, n° 1, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/13442>.
- Auclair E., Garcia E., 2019, « Les places traditionnelles de Porto-Novo (Bénin) comme communs : entre mise en valeur des espaces urbains et promotion des pratiques sociales et culturelles », *Développement durable & territoires*, vol. 13, n° 2, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13147>.
- Azam G., 2008, « Les droits de propriété sur le vivant », *Développement durable & territoires*, vol. 13, n° 2, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/5443>.
- Bagdassarian I., Peneranda A., Baron C., 2019, « Évolution d'un commun d'altitude : entre matérialité et immatérialité », *Développement durable & territoires*, vol. 10, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13377>.
- Ballet J., 2008, « Propriété, biens publics mondiaux, bien(s) commun(s) : Une lecture des concepts économiques », *Développement durable & territoires*, dossier 10, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/5553>.
- Barbier R., Barraqué B., Tindon C., 2019, « L'eau potable pourrait-elle devenir un bien commun ? » *Développement durable & territoires*, vol. 10, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13231>.
- Berriet-Sollic M., Déprés C., Chervier C., Lataste F.-G., Lépicié D., Pham H. V., Pigué V., 2020, « Les bénéfices sociaux et environnementaux des systèmes agricoles : une analyse ostromienne de trois terrains d'étude en France », *Développement durable & territoires*, vol. 11, n° 3, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/17598>.
- Boidin B., Hiez D., Rousseau S., 2008, « Biens communs, biens publics mondiaux et propriété. Introduction au dossier » *Développement durable & territoires*, dossier 10, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/5153>.
- Buchs A., Baron C., Froger G., Peneranda A., 2019, « Communs (im)matériels : enjeux épistémologiques, institutionnels et politiques », *Développement durable & territoires*, vol. 10, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13701>.
- Buclet N., Cerceau J., 2019, « Interactions et rétroactions entre dimensions matérielle et immatérielle de systèmes communs de ressources spatialisés, une lecture par l'écologie territoriale », *Développement durable & territoires*, vol. 10, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13467>.
- Chervier C., Millet-Amrani S., Méral P., 2016, « Les apports de l'économie institutionnelle à l'analyse des dispositifs de paiements pour services environnementaux : état des lieux et perspectives », *Développement durable & territoires*, vol. 7, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/11280>.
- Collectif (Joye J.-F., G. Walters, O. Hymas, D. Batho, N. Belaïdi, D. Bourg, A. Buchs, S. Carrière, S. Couto, P. Couturier, N. Dudley, N. Girod, F. Hallé, C. Huglo, H. Jonas, C. Lepage, S. Ongolo, F. Ruffin, K. Walker-Painemilla), 2021, « Tribune : Les communs fonciers peuvent servir de modèle pour relever les défis écologiques », *Le Monde*, 28/08/2021.

- Compagnon D., 2008, « La biodiversité, entre appropriation privée, revendications de souveraineté et coopération internationale », *Développement durable & territoires*, dossier 10, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/5253>.
- Coriat B. (dir.), 2015, *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les Liens qui libèrent.
- d'Alessandro R., Linck T., 2017, « Diversité, variabilité, connectivité : mobiliser les savoirs locaux pour cultiver la biodiversité », *Développement durable & territoires*, vol. 8, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/11548>.
- Dupuits E., Pflieger G., 2017, « How Do Transnational Grassroots Networks Reframe the Global Norms of Water and Forests Governance ? », *Développement durable & territoires*, vol. 8, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/11636>.
- Faburel G., 2015, « Les écoquartiers comme construction infrapolitique d'un habiter ? », *Développement durable & territoires*, vol. 6, n° 2, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/10978>.
- Flahault F., 2008, « Les biens communs vécus, une finalité non utilitaire », *Développement durable & territoires*, dossier 10, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/5173>.
- Girard F., 2019, « Semences et agrobiodiversité : pour une lecture ontologique des bio-communs locaux », *Développement durable & territoires*, vol. 10, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13339>.
- Gisclard M., Devleeshouwer P., Charrier F., Casabianca F., 2021, « Action collective et gestion sanitaire des élevages porcins en Corse », *Développement durable & territoires*, vol. 12, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/18618>.
- Héritier-Salama V., 2019, « Canaux anciens et puits récents : usages de l'eau d'irrigation, identité et territoire dans le Haouz (Maroc) », *Développement durable & territoires*, vol. 10, n° 3, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/15758>.
- Koutsou S., Ragkos A., Karatassiou A., 2019, « Accès à la terre et transhumance en Grèce : bien commun et conflits sociaux », *Développement durable & territoires*, vol. 10, n° 3, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/14969>.
- Létang M., 2017, « Gouvernement des communs environnementaux et circulation des inégalités dans le village de Sarmoli (Kumaon, Uttarakhand, Himalaya indien) », *Développement durable & territoires*, vol. 8, n° 3, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/11913>.
- Linck T., 2012, « Économie et patrimonialisation », *Développement durable & territoires*, vol. 3, n° 3, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/9506>.
- Makkaoui R., Dubois J.-L., 2010, « Nouvelles formes de gouvernance dans le domaine de l'eau. Apports et limites de la coopération décentralisée dans les pays en développement », *Développement durable & territoires*, vol. 1, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/8413>.
- Mbaye A., Thiam N., Fall M., 2018, « Les zones de pêche protégées au Sénégal : entre terroir du pêcheur et parcours du poisson. Quelle(s) échelle(s) de gestion ? », *Développement durable & territoires*, vol. 9, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/11999>.
- Moine-Dupuis I., 2008, « Santé et biens communs : un regard de juriste », *Développement durable & territoires*, dossier 10, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/5303>.

- Nahrath S., Gerber J.-D., 2014, « Pour une approche ressourcielle du développement durable », *Développement durable & territoires*, vol. 5, n° 2, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/10311>.
- Nieddu M., Petit O., Vivien F.-D., 2009, « Éditorial : Identités, patrimoines collectifs et développement soutenable », *Développement durable & territoires*, dossier 10, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/8126>.
- Noblet M., Guillemot J., Chouinard O., 2016, « Rôle de l'action collective et du capital social dans les processus d'adaptation au changement climatique en zone côtière – Comparaison de deux études de cas au Nouveau-Brunswick (Canada) », *Développement durable & territoires*, vol. 7, n° 2, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/11297>.
- Perret C., Abrika B., 2016, « Capital social, confiance et développement territorial. Une étude appliquée en Kabylie », *Développement durable & territoires*, vol. 7, n° 2, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/11340>.
- Raimbert C., Raton G., 2021, « Collectifs logistiques et territoires dans les circuits courts alimentaires de proximité : la robustesse de la coopération analysée au prisme des communs », *Développement durable & territoires*, vol. 12, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/18754>.
- Ranocchiaro S., Mager C., 2019, « Bologne et Naples au prisme des biens communs : pluralité et exemplarité de projets de gestion "commune" de l'urbain », *Développement durable & territoires*, vol. 10, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13238>.
- Renou Y., Charmettant H., 2019, « Transformation coopérative, travail de négociation et communs : les interactions du matériel et de l'idéal », *Développement durable & territoires*, vol. 10, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13299>.
- Rivaud A., Prévost B., 2018, « L'intendance du territoire : une alternative à la gouvernance néolibérale pour la conservation de la biodiversité dans les espaces naturels ? », *Développement durable & territoires*, vol. 9, n° 3, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13051>.
- Sgard A., 2010, « Le paysage dans l'action publique : du patrimoine au bien commun », *Développement durable & territoires*, vol. 1, n° 2, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/8565>.
- Le Visage S., Kuper M., 2019, « Sous les gölet, les forages. Infrastructures d'irrigation et trajectoires des territoires de l'eau dans la région d'Izmir (Turquie) », *Développement durable & territoires*, vol. 10, n° 3, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/15839>.
- Wane A., Ancey V., Grosdidier B., 2006, « Les unités pastorales du Sahel sénégalais, outils de gestion de l'élevage et des espaces pastoraux », *Développement durable & territoires*, dossier 8, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/3292>.

NOTES

1. Tous les articles recensés ne seront pas cités, même si je vise l'exhaustivité.
2. Patrimoine défini comme « un ensemble d'éléments symboliques et matériels qui font qu'une communauté humaine s'inscrit dans le temps et dans l'espace » (Nieddu *et al.*, 2009).

AUTEUR

ARNAUD BUCHS

Arnaud Buchs est maître de conférences en économie. Ses recherches articulent une approche en économie écologique et institutionnaliste et le recours au terrain. Elles portent sur l'analyse des politiques et des règles qui encadrent la régulation des ressources en eau et leurs usages. Il est corédacteur en chef de la revue DD&T.

Sciences Po Grenoble, Univ. Grenoble Alpes, CNRS, Inrae, Grenoble INP, GAEL, Grenoble, 38000, France

n° Orcid : 0000-0003-3165-6144

arnaud.buchs@sciencespo-grenoble.fr